

Les régimes politiques et la modernisation de l'économie en Transylvanie (1849-1918)

IOAN LUMPERDEAN
RUDOLF GRÄF

L'économie de la Transylvanie demeura à la périphérie de l'empire, préservant son caractère principalement agraire, ainsi que son rôle de territoire fournisseur de matières premières, de main d'œuvre moins chère et de marché pour les provinces héréditaires, industrialisées.

Ioan Lumperdean

Professeur universitaire à la Faculté des Sciences Économiques et de la Gestion des Affaires de l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca.

Rudolf Gräf

Chercheur au Centre d'Études transylvaines et professeur à l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca.

DANS LA seconde moitié du XIX^e siècle, en Transylvanie comme dans les autres provinces orientales de l'Empire habsbourgeois, l'économie et les structures sociales ont été fort influencées par la Révolution quarante-huitarde, les réalités politiques et nationales, les évolutions et les courants économiques européens et internationaux. La Révolution de 1848-1849 a réaffirmé non seulement les options social-politiques et nationales mais aussi l'urgence du dé-

Les études présentées de la page 3 à 40 constituent les résultats partiels des recherches effectuées dans le cadre du projet d'enseignement et de recherche ID-2405, « La Relation rural-urbain dans le processus de modernisation de la Transylvanie (1850-1914) » (directeur de projet : IOAN LUMPERDEAN, professeur à l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca). La section « Paradigmes » de ce numéro de la revue est coordonnée par IOAN LUMPERDEAN et RUDOLF GRÄF, co-directeurs de l'Institut d'Histoire économique comparée de Cluj-Napoca.

veloppement économique. Devenus sujets de débat public dès la fin du XVIII^e siècle, lorsque les objectifs économiques avaient été largement présentés tant dans la presse que dans les requêtes, les Mémoires et la correspondance de l'élite transylvaine, ils finirent par être inclus dans les programmes et les discours révolutionnaires, visant, à moyen et long terme, la modernisation de l'économie et de la société transylvaine, en parfait accord avec les modèles européens. Les principales visées économiques quarante-huitardes ont été la transformation et la modernisation de l'agriculture ; l'élimination du système corporatiste ; l'industrialisation ; une vie commerciale dynamique et compétitive ; un système de crédit moderne et flexible ; des transports, des voies de communication et des aménagements territoriaux modernes ; la réforme fiscale et douanière. Ces desiderata économiques ont constitué, avant la Première Guerre mondiale, une priorité des facteurs politiques et décisionnels et des sujets économiques, quelles que fussent leur position sociale et politique, leur appartenance socio-professionnelle et ethnique, leur attitude pro ou contre la modernisation. La succession des régimes politiques néo-absolutiste, libéral et dualiste n'ont pas réussi à éliminer ou estomper les problèmes liés à la modernisation de la Transylvanie, d'autant plus que les réformes impériales destinées à transformer la monarchie autrichienne selon les exigences du temps avaient des fondements économiques et sociaux. Même si, en fonction des réalités politiques, les nuances, les adaptations ou les repositionnements n'ont pas manqué durant cette période, les objectifs économiques de la Révolution de 1848-1849 ont continué à préoccuper les esprits en Transylvanie, constituant, avant 1918, les jalons de la modernisation et de la modernité. La révolution industrielle déclenchée sur le territoire de la monarchie dualiste, l'avance des frontières du capitalisme industriel et financier, l'ouverture vers l'économie européenne et la croissance de l'interdépendance économique entre les pays ont joué un rôle important, avec des influences et implications économiques majeures. Lancé par les révolutionnaires quarante-huitards, ce processus de modernisation fut petit à petit assumé par les facteurs politiques, les autorités locales et impériales (même si elles furent souvent perçues comme les adversaires de la modernisation), l'élite politique et intellectuelle, ainsi que par certaines catégories socio-professionnelles non-élitaires. Il réussit ainsi à modifier la physionomie économique des territoires à l'intérieur des Carpates, bien que par rapport à d'autres provinces de l'Empire autrichien (ou austro-hongrois, à partir de 1867) la Transylvanie continuât à se situer à la périphérie des structures économiques impériales et centre-européennes.

Les transformations survenues en Transylvanie de 1849 à 1918 ont signifié, entre autres, le changement progressif des structures et des mentalités traditionnelles, la modification du rôle et de l'importance de l'agriculture dans la vie économique (qui préserva ses positions économiques et les couches sociales

prépondérantes), le développement de certaines branches industrielles, la modernisation du commerce, du crédit, des réseaux de transport et communication. L'État encouragea le progrès économique et social, par la mise en place d'un système législatif et institutionnel adéquat et par l'appui accordé, à travers les organismes impériaux (et royaux depuis 1867), régionaux et locaux, aux projets de valorisation des ressources naturelles et humaines, de développement des activités commerciales et d'aménagement du territoire. La radiographie économique et sociale des régions orientales de l'Empire habsbourgeois (les provinces habitées par les Roumains incluses) révèle, à partir du milieu du XIX^e siècle et jusqu'à la première conflagration mondiale, une économie et des structures sociales en transition, marquées par la cohabitation du traditionnel avec le moderne, du provincialisme avec le centralisme bureaucratique, du libéralisme de facture nobiliaire avec celui de souche européenne. Si l'économie transylvaine se fait remarquer par une extrême diversité et des contradictions inévitables entre ses branches et sous-branches, sur les plans social, politique et national les divergences s'accroissent entre les élites des différentes ethnies. Les systèmes de propriété (foncière, industrielle, commerciale et bancaire), fort ethnicisés, étaient dominés par les Hongrois, les Saxons, les Juifs et les Arméniens, les disparités nationales expliquant bon nombre de différences économiques et sociales. Les connexions avec les marchés internationaux, et surtout européens, ont fait accroître les interdépendances économiques entre les centres de production, de vente et de consommation, facilitant l'accès à des marchandises et des services compétitifs, notamment en milieu urbain, mais conduisant aussi à la faillite de certaines activités économiques traditionnelles et déterminant, donc, des repositionnements, retranchements, différenciations et mobilités sociales nullement négligeables. Les transformations économiques ont généré des tensions et des émeutes sociales, qui n'ont toutefois pas revêtu des formes extrêmes et violentes, telle la révolte des paysans roumains en 1907 ou bien les revendications grévistes signalées dans d'autres pays européens.

Les régimes et les systèmes politiques qui se sont succédés entre 1849 et 1918 ont fort influencé la vie économique, tant en Transylvanie que dans les autres provinces de l'Empire des Habsbourg. Visant essentiellement la restauration de l'ordre impérial de 1815, le régime néo-absolutiste (1849-1860) a dû aussi se plier aux impératifs de la Révolution quarante-huitarde. Il a représenté pour l'économie de la Transylvanie une forme accentuée d'autoritarisme qui a garanti la stabilité. Le chaos économique engendré par la révolution commença peu à peu à se restreindre, l'instabilité du régime juridique de la propriété, agraire en particulier, s'atténua. Aucun effort ne fut épargné pour surmonter le désordre monétaire,¹ resserrer, à partir de 1850, les liens économiques avec les provinces héréditaires de l'empire (à travers le système du territoire douanier commun),

encourager les initiatives économiques dans le domaine de l'agriculture, de l'industrie et du crédit. Ce fut la période de la réglementation juridique de la propriété paysanne, de l'élimination (en 1849) des privilèges fiscaux de la noblesse, de la mise en œuvre de différents projets publics et privés, mais aussi le début de l'associationnisme dans les activités économiques, sociales, culturelles et de la mutualité.

À l'époque du régime libéral (1860-1867), les mesures destinées à rétablir l'autonomie des provinces historiques, même au niveau institutionnel et administratif, ont consolidé les structures économiques et sociales provinciales et multiplié les initiatives privées de transformation capitaliste de l'économie. Malheureusement ni le Diplôme du 20 octobre 1860, par lequel l'empereur François Joseph annonçait l'instauration de la gouvernance constitutionnelle, ni la Patente du 26 février 1861, qui réaffirmait l'autonomie des provinces impériales, la Transylvanie incluse, ne stipulaient explicitement les moyens financiers susceptibles de permettre l'exercice et la défense du statut des autonomies provinciales. Les nouvelles réalités politiques ont favorisé les mesures démocratiques d'inspiration libérale (soient-elles modestes et nourries de réminiscences médiévales) dans l'approche moderne, européenne, des questions économiques. Les débats publics sur les évolutions économiques et sociales de la province transylvaine sont devenus plus manifestes par rapport aux périodes antérieures, à la fois dans la thématique des assemblées populaires et des sociétés culturelles que dans la presse de langue roumaine, allemande et hongroise. De tels débats ont familiarisé les chefs politiques et les formateurs d'opinion avec les sujets économiques du temps, facilitant la préparation et le déroulement du processus parlementaire de la Diète, qui serait convoquée à Sibiu en 1863-1864. Les questions économiques soulevées dans le forum législatif de la Transylvanie étaient complexes et épineuses : la construction de voies ferrées et l'établissement, en fonction des nécessités économiques, de lignes ferroviaires magistrales ; la situation financière de la province ; la situation de la fiscalité et des dédommagements accordés à la noblesse pour les terres dont elle avait été dépossédée en 1848 et par les patentes impériales des années 1853-1854. Le relâchement relatif de la vie politique au temps du régime libéral a pour la première fois dans l'histoire de la Transylvanie porté le débat public sur des thèmes économiques au-delà de l'espace exclusif des institutions provinciales et impériales.² Plus y est, grâce à la presse, aux délégations politiques, au débat public et parlementaire, les desiderata économiques bénéficièrent du soutien de plusieurs chefs transylvains, de différentes ethnies. La construction de voies ferrées, par exemple, fut fermement soutenue tant par George Bariț, politicien réputé et grand érudit, que par Karl Maager, président de la Chambre de commerce et industrie à Brașov, du comte Ferenc Tholdalagi de Cluj ou du comte Edmund Zichy de Budapest, qui fon-

dèrent des comités destinés à porter une aide logistique et matérielle à ce projet. L'économie de la Transylvanie a, sans conteste, occupé une meilleure position dans la structure économique de la monarchie autrichienne au temps du régime libéral. Ce fut l'époque de l'apparition de l'industrie mécanisée et des premières formes d'organisation capitaliste en agriculture, de l'affirmation du commerce intérieur et international, de la structuration des systèmes modernes de crédit, de l'accumulation progressive du capital.

Le régime politique et le système dualiste austro-hongrois (1867-1918) ont eu des effets majeurs sur l'économie de la Transylvanie, comme d'ailleurs sur toutes les autres provinces rattachées à l'empire. Sous l'influence et les impulsions d'un immense marché, la Transylvanie s'est largement ouverte à l'économie capitaliste, étant circonscrite à l'espace centre-européen et ayant des connexions, par les artères commerciales et financières, et grâce aux investissements et au capital humain, tant à l'Ouest qu'à l'Est du continent. La pénétration du capitalisme en agriculture, l'affirmation de l'industrie mécanisée, la formation du système moderne de crédit et du marché monétaire unique, les liens avec les bourses viennoise et européennes, la construction de voies ferrées et d'édifices publics et économiques, l'entrée, après 1880, dans la deuxième étape d'urbanisation et l'entraînement de l'économie de la monarchie dualiste dans l'économie mondiale ont positivement influencé l'économie transylvaine. La participation de l'Autriche-Hongrie à des guerres et des conflits militaires, ses alliances politiques et militaires, la Triple Alliance en particulier, ont eu des effets notables sur la vie économique et sociale de la monarchie dualiste. La révolution industrielle a favorisé et entretenu, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, une économie des armements, qui a mobilisé des ressources humaines et financières considérables, a privilégié les commandes de l'État pour la production d'armes, de munition et d'équipement, ainsi que l'aménagement de lieux d'instruction et habitat militaire. La Transylvanie se retrouva entraînée dans l'ample effort militaire austro-hongrois, auquel elle contribua avec des matières premières, des produits agricoles et industriels, de la main d'œuvre et des contingents militaires. Le service militaire, devenu obligatoire à partir de 1868, non seulement hâta la maturité physique et spirituelle des jeunes hommes, mais constitua aussi un changement de conduite et de mentalité, avec des conséquences significatives sur les structures sociales et économiques. Aussi un démobilisé trouvait-il plus vite un emploi, en raison de son attitude plus sérieuse et des habilités gagnées sous les armes.

Le régime politique et le système dualiste austro-hongrois eurent cependant aussi des répercussions sur les structures macro et microéconomiques et sociales. Suite à son rattachement à l'État hongrois, la Transylvanie se vit confrontée aux tensions économiques découlant de cette nouvelle réalité politique. Les

ambiguïtés liées à des questions telles le système monétaire, la banque d'émission, la politique douanière, la participation aux frais communs, la reprise par la Hongrie de 30 % de la dette publique de l'État autrichien³ ont défavorisé l'économie de la Transylvanie, sans compter la fiscalité assez lourde, résultant de l'architecture étatique et administrative de l'empire dualiste. La structure économique principalement agraire des territoires orientaux de la monarchie et l'union douanière et commerciale instituée par la Loi n° XII de 1867 ont, d'autre part, conduit à un véritable assaut des marchandises, surtout industrielles, arrivées des provinces héréditaires et de certains pays européens. La population était obligée d'acheter ces marchandises à des prix relativement élevés, alors que les produits agricoles mis sur les marchés centre- et ouest-européens étaient vendus à bas prix. Malgré la stipulation relative à la libre circulation des marchandises en territoire douanier commun, les céréales provenant de Transylvanie et de Hongrie étaient, au Tyrol, soumises à des taxes de douane, alors que les tarifs payés pour le transport de marchandises par chemin de fer étaient plus élevés. Sans nier les progrès évidents, les décalages économiques entre l'Autriche et la Hongrie ont persisté durant toute la période du dualisme. L'économie de la Transylvanie demeura à la périphérie de l'empire, préservant son caractère principalement agraire, ainsi que son rôle de territoire fournisseur de matières premières, de main d'œuvre moins chère et de marché pour les provinces héréditaires, industrialisées. Bien que majoritaires, les Roumains continuèrent à vivre pour la plupart à la campagne, profitant moins des progrès économiques engendrés par l'économie capitaliste. La réorganisation administrative, destinée à effacer les différences entre les territoires transylvains et le reste de la Hongrie, ne fit qu'engendrer de nouvelles tensions économiques et sociales. L'économie et les structures sociales à l'intérieur de l'arc carpatique présentèrent, jusqu'à la Première Guerre mondiale, de nombreuses disparités. Le loyalisme dynastique, qui avait longtemps assuré la cohésion de l'empire, commença peu à peu à céder la place à l'idéal national, alors que les projets politiques destinés à sauvegarder la monarchie dualiste et la Première Guerre mondiale s'avèrent incapables d'en empêcher le collapsus. Un autre projet de modernisation de l'économie et de la société transylvaines deviendra possible grâce à la Grande Union avec la Roumanie en 1918.

□

Notes

1. Pendant la Révolution de 1848-1849, le chef de la révolution hongroise ordonna la mise en circulation, par la Banque commerciale de Budapest, de 64 772 000 florins. La défaite de la révolution entraîna l'interdiction des enseignes monétaires de Kossuth

- et la remise en circulation de celles de la Banque d'Autriche. Cette situation conduisit à une crise du numéraire, avec des conséquences graves pour l'économie et la population de Transylvanie.
2. 47 juridictions provinciales, dont 17 villes et plus de 1000 villages furent consultées au sujet de la construction de voies ferrées. Ces communautés se montrèrent prêtes à collecter des fonds et à offrir le terrain, les outillages et la main d'œuvre nécessaires à la mise en place de ce projet.
 3. Ce taux parvint à 31,4 % en 1872, pour aboutir à 34,4 % à la fin du XIX^e siècle.

Bibliographie

- Balog, Iosif Marin. « The Agrarian Reforms Introduced at the Middle of the 19th Century: Their Effects upon the Modernization of Transylvanian Society (1850-1880) ». *Transylvanian Review*, vol. XVII, n° 1, Spring 2008, p. 12-27.
- Bolovan, Ioan, Rudolf Gräf, Harald Heppner et Ioan Lumperdean, éd. *Demographic Changes in the Times of Industrialization (1750-1918)*. *Transylvanian Review*, vol. XVIII, supplément n° 1, 2009.
- Dobrescu, Vasile. « Economic and Political Aspects Pertaining to the Romanian National Mouvement from Transylvania ». *Transylvanian Review*, vol. XVII, n° 1, Spring 2008, p. 90-99.
- Hann, Friedrich. « Statistischer Beitrag zur siebenbürgischen Urganerbskunde mit vorzüglicher Rücksicht auf die Landwirtschaft ». *Archiv des Vereins für siebenbürgische Landeskunde*, III, 1848.
- Hantsch, Hugo. *Die Geschichte Österreichs*. 2 vols. Graz-Vienne, Styria Steirische Verlagsanstalt, 1950.
- Heppner, Harald. « Die wirtschaftliche Bedeutung der deutschen Siedlungsgebiete in Südosteuropa für das Habsburgerreich 1720-1918 ». In *Die Deutschen in Ostmittel- und Südosteuropa*. Vol. 1. Éd. Gerhard Grimm et Krista Zach. Munich, Südostdeutsches Kulturwerk, 1995.
- Hösch, Edgar et Karl Nehring. *Lexikon zur Geschichte Südosteuropas*. Vienne-Cologne-Weimar, Böhlau, 2004.
- Imreh, Ștefan. *Despre începuturile industriei capitaliste în Transilvania în prima jumătate a secolului al XIX-lea*. Bucarest, Ed. Academiei Republicii Populare Române, 1955.
- Kaser, Karl. *Südosteuropäische Geschichte und Geschichtswissenschaft*. 2^e édition. Stuttgart, Böhlau, 2002.
- Köpeczi, Béla, éd. *Kurze Geschichte Siebenbürgens*. Budapest, Akadémiai Kiadó, 1990.
- Lumperdean, Ioan, Rudolf Gräf et Thomas Nægler. « Economie și structuri sociale [1850-1918] ». In *Istoria Transilvaniei*. Vol. III (*de la 1711 până la 1918*), coord. Ioan-Aurel Pop, Thomas Nægler et Magyari András, p. 504-529. Cluj-Napoca, Academia Română, Centrul de Studii Transilvane, 2008.
- Mádly, Loránd. « Les Réformes concernant la division politico-administrative de la Transylvanie dans la décennie néo-absolutiste ». *Transylvanian Review*, vol. XVII, n° 1, Spring 2008, p. 79-89.

Matis, Herbert. *Österreichs Wirtschaft 1848-1913. Konjunkturelle Dynamik und gesellschaftlicher Wandel im Zeitalter Franz Josefs I.* Berlin, Duncker & Humblot, 1972.

Wandruszka, Adam et Peter Urbanitsch, eds. *Die Habsburgermonarchie 1848-1918.* Vol. 1, *Die wirtschaftliche Entwicklung*, éd. Alois Brusatti. Vienne, Verlag der Österreichischen Akademie der Wissenschaften, 1973.

Abstract

Political Regimes and the Modernization of Transylvania's Economy
between 1849 and 1918

The succession of political regimes after the events of 1848–1849—neo-absolutist (1849–1860), liberal (1860–1867) and Austro-Hungarian dualist (1867–1918)—did not alter the modernizing agenda of the revolution, especially in what concerns the economy. This agenda was gradually and unevenly implemented, generating a dominantly agrarian society on the fringes of the imperial and Central-European social-economic structures, in a combination of tradition and modernity, of economic progress and ethnic discrimination and inequality. The dynastic loyalty which had long ensured the cohesion of the empire was overshadowed by emerging nationalisms. After the union between Transylvania and Romania, the province entered a new modernization phase, in the new framework of the Romanian nation state.

Keywords

modernization, political regime, neo-absolutism, Austro-Hungarian dualism, Transylvania